

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 02/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FEDERAL MOGUL IGNITION PRODUCTS SAS

Rue Joanny Desage
42140 Chazelles-sur-Lyon

Références : UID4243-EAR-24-166
Code AIOT : 0006103318

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2024 dans l'établissement FEDERAL MOGUL IGNITION PRODUCTS SAS implanté Rue Joanny Desage B.P. 32 42140 Chazelles-sur-Lyon. L'inspection a été annoncée le 26/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FEDERAL MOGUL IGNITION PRODUCTS SAS
- Rue Joanny Desage B.P. 32 42140 Chazelles-sur-Lyon
- Code AIOT : 0006103318
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La site de Chazelles sur Lyon de la société Federal Mogul Ignition Products est spécialisé dans la production de bougies d'allumage.
Dans le cadre de sa production, le site est équipé d'une ligne de traitement de surfaces permettant

un revêtement de nickel.

Thèmes de l'inspection :

- Rejets d'effluents aqueux, Tour aéroréfrigérante

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 7	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 7	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 15	Demande d'action corrective	6 mois
6	Rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-I	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Entretien préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.1.b	Demande d'action corrective	3 mois
9	Entretien préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.1.b	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 11-III	Sans objet
5	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 14	Sans objet
7	Analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.1.a	Sans objet
10	Surveillance et suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.II.2.a	Sans objet
11	Surveillance et suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.3	Sans objet
12	Bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.V	Sans objet
13	Installation sur site	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 4.2	Sans objet
14	Installation sur site	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 4.2	Sans objet
15	Installation sur site	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.2.b	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
16	Installation sur site	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.3.b	Sans objet
17	Installations de broyage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de relever des non-conformités et des observations. En regard des non-conformités relevées lors des précédentes inspections, il est relevé un manque de réactivité de l'exploitant pour apporter des justificatifs sur les actions correctives engagées et sur la mise en œuvre de certaines d'entre elles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 7
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission
<p>Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites d'émission pour le Ni.</p> <p><u>Suivi du point de contrôle n°1 du rapport d'inspection de 2023 (non-conformité) :</u> Non-conformité : Les résultats des analyses des rejets en Ni montrent toujours des non-conformités, tous les mois pour ce qui concerne le flux moyen mensuel, et ponctuellement pour la concentration et le flux maximal journalier. Il est indispensable que l'exploitant continue d'engager des actions afin d'aller vers la mise en conformité des rejets. Il est demandé à l'exploitant de fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avant le 30 septembre 2023 : un bilan de la mise en œuvre de l'insolubilisant (évolution des concentrations et flux rejetés) et la mise à jour du plan d'action proposé en conclusion de l'ETE (proposition d'autres pistes d'améliorations avec devis, en lien notamment avec l'ETE et les questions soulevées en conclusion du rapport de l'inspection du 27 mai 2021). • Avant le 31 décembre 2023 : mise en œuvre d'au moins une solution complémentaire qui aura été proposée dans le plan d'action remis avant le 30 septembre 2023 ; lancement de l'étude milieu. <p>En l'absence de transmission selon les délais mentionnés, il sera proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure).</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite au rapport daté du 21 juillet 2023 faisant suite à l'inspection du 26 juin, l'exploitant n'a transmis aucune réponse écrite à l'inspection visant à apporter des éléments de réponse concernant les rejets non-conformes en nickel. Aucune amélioration des rejets en Ni n'est constatée.</p> <p>Le même constat d'absence de réponse de l'exploitant avait été effectué lors de l'inspection réalisée en 2023 (absence de réponse écrite au rapport d'inspection daté du 14 mars 2022).</p> <p>Sur la période juin 2023 - février 2024, des dépassements sont régulièrement constatés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en concentration (VLE = 0,7 mg/l, valeur maximale mesurée = 1,68 mg/L) • en flux (VLE flux max journalier = 18 g/j, valeur maximale mesurée = 30 g/j)

- en flux (VLE flux moyen mensuel = 2 g/j, valeur dépassée chaque mois, valeur maximale mesurée = 12,6 g/j)

L'exploitant a indiqué avoir stoppé les essais avec un insolubilisant, ce produit n'apportait pas d'amélioration de la qualité des rejets.

L'augmentation du temps d'égouttage des pièces a, selon l'exploitant, été mise en œuvre sans permettre une diminution de la concentration des effluents rejetés.

Cas de la piste d'optimisation de la ligne présentée au paragraphe 4.4.1 de l'ETE d'avril 2021 : en 2023, l'exploitant avait indiqué envisager de nouveau cette solution et vouloir évaluer le coût des travaux associés : rien n'a été réalisé. Il a de nouveau indiqué avoir abandonné cette piste pour le moment.

Des essais de filtration sur fibres ont été effectués en laboratoire au deuxième semestre 2023. Les résultats semblent intéressants et l'exploitant va réaliser des essais sur site avec une installation pilote (le test portera sur la totalité du rejet). L'objectif annoncé par l'exploitant est un début des essais en mai 2024 avec un bilan pour fin juillet.

Une commande a été passée auprès d'un organisme extérieur pour réaliser une étude milieu visant à examiner les contributions en Cu, Ni et Zn vers le milieu récepteur. Par courriel daté du 16 avril 2024, l'exploitant a indiqué que cette étude devrait débuter en mai 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité :

Considérant que les résultats d'analyses des rejets en Ni montrent toujours des dépassements des valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mai 2019,

Considérant l'attitude de l'exploitant au cours de ces deux dernières années qui n'a pas apporté de réponse aux demandes de l'inspection,

Il est proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter la valeur limite d'émission en Ni fixée par l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2019. Pour ce faire, l'exploitant adressera à l'inspection un plan d'actions avant le 30 juin 2024. Ce plan sera accompagné d'un échéancier, il visera un objectif de mise en conformité des rejets au 31 décembre 2025. Les délais indispensables à chacun des principales étapes identifiées seront argumentées. Ce plan pourra être progressivement mis à jour pour tenir compte des résultats obtenus à l'issue de chaque action, y compris les résultats de l'étude milieu.

Les résultats de l'étude milieu seront transmis à l'inspection dès réception du rapport de l'organisme extérieur par l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 7
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites d'émission pour NGL Suivi du point de contrôle n°2 du rapport d'inspection de 2023 (non-conformité) : Non-conformité : Les résultats d'analyses des effluents aqueux montrent que la valeur limite d'émission fixée pour l'azote global n'est pas respectée. Sous un délai de 6 mois, des actions devront être engagées afin de réduire les niveaux de rejets et dans le but d'atteindre le respect de la valeur limite d'émission.
Constats : Suite au rapport daté du 21 juillet 2023 faisant suite à l'inspection du 26 juin, l'exploitant n'a transmis aucune réponse écrite à l'inspection visant à apporter des éléments de réponse. Le même constat d'absence de réponse de l'exploitant avait été effectué lors de l'inspection réalisée en 2023 (absence de réponse écrite au rapport d'inspection daté du 14 mars 2022). Sur la période juin 2023 - février 2024, les 3 analyses trimestrielles réalisées montrent un dépassement de la valeur limite d'émission en concentration (VLE = 50 mg/L, valeur maximale mesurée = 96,9 mg/L). Il n'est pas constaté de dépassement en flux. L'exploitant a augmenté le temps d'égouttage des pièces, cela n'a pas permis d'améliorer la qualité des rejets. Aucune autre piste d'amélioration n'a été testée, notamment en regard de celles évoquées dans l'étude datée de mars 2023 réalisée par un organisme extérieur (cas notamment de la réduction à la source par la modification de la gestion de la cuve de rinçage éco et de l'ajout d'acide sulfamique). Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué vouloir engager des premiers essais prochainement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Non-conformité :</u> Considérant que les résultats d'analyses des rejets en azote global montrent toujours des dépassements des valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mai 2019, Considérant l'attitude de l'exploitant au cours de ces deux dernières années qui n'a pas apporté de réponse aux demandes de l'inspection, Il est proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter la valeur limite d'émission en azote global fixée par l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2019. Pour ce faire, l'exploitant adressera à l'inspection un plan d'actions avant le 30 juin 2024. Ce plan sera accompagné d'un échéancier, il visera un objectif de mise en conformité des rejets au 31 décembre 2025. Les délais indispensables à chacun des principales étapes identifiées seront argumentées. Ce plan pourra être progressivement mis à jour pour tenir compte des résultats obtenus à l'issue de chaque action.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 15
Thème(s) : Risques chroniques, Substances dangereuses
Prescription contrôlée : Pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur. Ces dispositions sont également applicables aux émissions de Tétrachloroéthylène, substance visée par un objectif de suppression des émissions à l'échéance 2021 au titre du SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021. <u>Suivi du point de contrôle n°4 du rapport d'inspection de 2023 (observation) :</u> Malgré le respect de la valeur limite d'émission fixée, l'exploitant est tenu de disposer des éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur. Il doit réaliser une comparaison du mode de fonctionnement de l'installation de dégraissage au TTCE avec les meilleures technologies disponibles. Ces éléments devront être disponibles sous un délai de 6 mois (un délai supplémentaire est toléré une dernière fois en regard de la demande déjà formulée).
Constats : Suite au rapport daté du 21 juillet 2023 faisant suite à l'inspection du 26 juin, l'exploitant n'a transmis aucune réponse écrite à l'inspection visant à apporter des éléments de réponse. Le même constat d'absence de réponse de l'exploitant avait été effectué lors de l'inspection réalisée en 2023 (absence de réponse écrite au rapport d'inspection daté du 14 mars 2022). Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a indiqué avoir contacté le constructeur de la machine de dégraissage au TTCE : ce dernier aurait indiqué par oral que la machine est optimisée et ne peut pas fonctionner avec un autre produit que le TTCE. Depuis juin 2023, les résultats des analyses trimestrielles montrent une concentration maximale mesurée de 11,8 µg/L et un flux maximal rejeté de 0,3 g/j. Ce dernier représente 5,9 % du flux admissible par le milieu récepteur (débit d'étiage de l'Anzieux = 6 L/s).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Non-conformité :</u> L'exploitant ne dispose pas des éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur. Il doit réaliser une comparaison du mode de fonctionnement de l'installation de dégraissage au TTCE avec les meilleures technologies disponibles. Ces éléments devront être disponibles <u>sous un délai de 6 mois</u> . Passé ce délai, il sera proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 11-III
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Extrait : Des mesures portant sur l'ensemble des polluants sont effectuées, selon la fréquence indiquée au point 14 « Auto surveillance des eaux résiduaires », par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides. Cet organisme est agréé, ou accrédité s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, et l'échantillonnage est réalisé sous accréditation. <u>Suivi du point de contrôle n°5 du rapport d'inspection de 2023 (observation) :</u> Le rapport d'audit du 14 juin 2022 comporte des observations sur le système de prélèvement de l'exploitant. Bien que le rapport précise que le dispositif est en capacité d'effectuer des prélèvements représentatifs de rejets, l'exploitant précisera, sous un délai de 6 mois, les actions mises en œuvre pour lever ces observations.
Constats : Suite au rapport daté du 21 juillet 2023 faisant suite à l'inspection du 26 juin, l'exploitant n'a transmis aucune réponse écrite à l'inspection visant à apporter des éléments de réponse. L'exploitant a indiqué ne pas avoir traité les observations du rapport d'audit, excepté pour le cas du débitmètre du rejet final (en lien avec la remarque du rapport relative à l'étalonnage).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : Un bilan des actions mises en œuvre pour prendre en compte les remarques du rapport d'audit sera transmis sous un délai de 3 mois, accompagné du dernier rapport d'audit (un délai supplémentaire est toléré, une non-conformité n'étant pas relevée).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 14
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Transmission des données relatives à l'autosurveillance des rejets aqueux Les résultats de la surveillance des rejets aqueux réalisée conformément aux prescriptions édictées par le présent arrêté sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration GIDAF du ministère en charge des installations classées (https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/Gidaf/) Les résultats de l'autosurveillance du mois N sont saisis avant la fin du mois N+1.
Constats : A la date de la visite objet du présent rapport, les résultats d'autosurveillance n'étaient pas saisis sur Gidaf depuis mai 2023.

Par courriel daté du 16 avril 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection avoir saisi les résultats en retard. L'inspection a pu constater que les résultats ont été enregistrés jusqu'en février 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : Considérant la saisie des résultats à l'issue de l'inspection, il n'est pas relevé de non-conformité. Il est demandé à l'exploitant de veiller au respect de la prescription pour ce qui concerne la fréquence de saisie des résultats d'autosurveillance dans Gidaf.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Réentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-I

Thème(s) : Risques accidentels, Réention

Prescription contrôlée :

Extrait : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

...La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

...

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

Suivi du point de contrôle n°10 du rapport d'inspection de 2023 (non-conformité) :

L'exploitant n'est pas en capacité de contrôler à tout moment l'étanchéité de l'enveloppe primaire de la cuve de stockage des produits lessiviels (délai de mise en conformité : 3 mois).

En l'absence de mise en conformité, il pourra être proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Suivi du point de contrôle n°11 du rapport d'inspection de 2023 (non-conformité) :

Au niveau de l'atelier "atomiseur", des bidons de produits chimiques sont présents sans être associés à une capacité de rétention (délai de mise en conformité : deux semaines).

Constats :

Concernant le suivi du point de contrôle n°10 de l'inspection 2023 : Suite au rapport daté du 21 juillet 2023 faisant suite à l'inspection du 26 juin, l'exploitant n'a transmis aucune réponse écrite à l'inspection visant à apporter des éléments de réponse.

Le même constat d'absence de réponse de l'exploitant avait été effectué lors de l'inspection réalisée en 2023 (absence de réponse écrite au rapport d'inspection daté du 14 mars 2022).

La visite a permis de confirmer qu'aucune action visant à la mise en conformité de cette cuve de stockage de produits lessiviel n'a été réalisée. Par courriel daté du 16 avril 2024, l'exploitant a indiqué avoir contacté un fournisseur pour la mise en place d'un détecteur de fuite, mais sans justifier d'une commande.

<p>Concernant le suivi du point de contrôle n°11 de l'inspection de 2023 : L'exploitant a indiqué ne plus utiliser la zone concernée pour du stockage de produits, ce que la visite des installations a permis de confirmer. Les produits sont amenés au besoin lors des campagnes d'atomisation.</p> <p>Un local dédié à l'entreposage de produits chimiques a été visité. Les produits sont associés à des capacités de rétention. Toutefois, un doute a été émis sur le volume de rétention disponible en regard de la quantité de produits entreposés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non-conformité : L'exploitant n'est pas en capacité de contrôler à tout moment l'étanchéité de l'enveloppe primaire de la cuve de stockage de produits lessiviels. Considérant que ce constat a déjà été relevé lors des inspections réalisées en 2022 et 2023, il est proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Federal Mogul de respecter les dispositions de l'article 20-I de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 sous un délai de 2 mois.</p> <p>Observation : Sous un délai de 3 mois, l'exploitant justifiera du volume de rétention disponible au niveau du local dédié à l'entreposage des produits chimiques. En cas de non-conformité, un plan d'actions visant à la mise en conformité sera fourni sous ce même délai.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Analyse méthodique des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.1.a</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Analyse méthodique des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; – les points critiques liés à la conception de l'installation ; – les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; – les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des</p>

techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.
Constats : La dernière AMR a été réalisée le 15 janvier 2024 (la précédente date du 20 janvier 2022). Elle comporte un plan d'actions correctives formalisée. Le suivi et la gestion de la tour aéroréfrigérante sont sous traités à une entreprise spécialisée. Cette dernière intervient sur site au moins une fois par semaine. L'exploitant a indiqué ne pas avoir modifié sa stratégie de traitement depuis la dernière mise à jour de l'AMR.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entretien préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.1.b
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'entretien
Prescription contrôlée : ... Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.
Constats : L'AMR a identifié plusieurs facteurs de risques susceptibles d'engendrer une prolifération de légionelles : <ul style="list-style-type: none"> - avec risque important : Présence de bras morts (circuit). La gestion des bras morts est insuffisamment prise en compte (arrêt de machines, stagnation dans les pompes circulation), - avec risque significatif : Prévoir le remplacement des Pare-gouttelettes. Purge de déconcentration fermée compte tenu des pertes en eau par des fuites. Fuite d'eau en enterré. Absence d'une attestation d'efficacité des dévésiculeurs - avec risque à surveiller : Absence de schéma de principe et de plan de circuit à jour. Suivre la corrosion au moins une fois par an Mettre en place une analyse en ligne de chlore libre avec report d'alarmes ; régulation continue du dosage de matière active en fonction du résultat de la mesure du chlore résiduel sur le circuit. L'exploitant a indiqué ne pas avoir défini de plan d'actions visant à lever les facteurs de risques identifiés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité : Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, l'exploitant n'a pas programmé d'actions pour les lever. Un plan d'actions doit être transmis à l'inspection sous un délai maximal de 3 mois. Le délai de mise en œuvre des actions correctives sera justifié et ne devra pas dépasser respectivement 3 et 6 mois pour les facteurs de risques importants et significatifs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Entretien préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.1.b
Thème(s) : Risques chroniques, Fiche de stratégie de traitement
Prescription contrôlée : <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p>
Constats : <p>L'entretien et le suivi de la tour aéroréfrigérante sont sous-traités à une entreprise extérieure spécialisée.</p> <p>Au cours de la visite, le prestataire n'était pas présent et l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter la stratégie mise en place. Une fiche de synthèse affichée dans le local décrit succinctement cette stratégie. Un examen du carnet de suivi a permis de constater l'injection périodique en traitement préventif de biocide non oxydant. Aucun document n'a pu être présenté pour justifier l'absence d'alternative à l'utilisation de biocide non oxydant en traitement préventif.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Non-conformité : L'exploitant n'est pas en capacité de présenter la stratégie de traitement du circuit de la tour aéroréfrigérante, en particulier pour ce qui concerne l'utilisation préventive de biocide non oxydant. Les justificatifs nécessaires seront transmis à l'inspection sous un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Surveillance et suivi de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.II.2.a
Thème(s) : Risques chroniques, Procédures
Prescription contrôlée : 2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » mettent en évidence une concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L a) Cas de dépassement ponctuel : En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté. <u>Suivi du point de contrôle n°12 du rapport d'inspection de 2023 (non-conformité) :</u> Un deuxième prélèvement suite au constat du dépassement n'a pas été réalisé dans un délai compris entre 48 h et 1 semaine. La procédure des actions à mettre en œuvre en cas de dépassement > 1000 UFC/L n'a pas été suivie (absence d'ouverture de fiche incident). Le carnet de suivi n'est pas correctement complété : la nature des produits mis en œuvre lors des traitements chocs n'est pas précisée, le résultat de l'analyse supérieur à 1000 UFC/L n'est pas enregistré. Sous un délai de 3 mois, l'exploitant précisera les actions correctives mises en œuvre pour que de telles dérives ne se reproduisent pas.
Constats : Suite au rapport daté du 21 juillet 2023 faisant suite à l'inspection du 26 juin, l'exploitant n'a transmis aucune réponse écrite à l'inspection visant à apporter des éléments de réponse au point de contrôle n°12. Il a toutefois pu être constaté l'absence de dépassement > 1000 UFC/L depuis la précédente visite. La visite objet du présent rapport a permis de constater une amélioration dans le remplissage du carnet de suivi, mais ce dernier n'est pas toujours rempli de façon rigoureuse (cases parfois non renseignées, injection des produits mentionnées à des endroits différents selon les pages...). L'exploitant ne semble pas assurer un contrôle du travail effectué par l'entreprise sous-traitante.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : Sous un délai de 3 mois, l'exploitant justifiera des dispositions mises en place pour s'assurer du remplissage de façon rigoureuse du carnet de suivi. Sous ce même délai, il apportera également une réponse au point de contrôle n°12 de l'inspection de 2023 : "Sous un délai de 3 mois, l'exploitant précisera les actions correctives mises en œuvre pour que de telles dérives ne se reproduisent pas."
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Surveillance et suivi de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses des légionelles
Prescription contrôlée : Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.
Constats : L'examen des résultats montre qu'au cours de l'année 2023 le délai de 1 mois est globalement respecté. Du retard de saisie a été constaté pour le début de l'année 2024, rattrapé le 16 avril 2024. La fréquence des analyses fixées par le 3.7.I.3.a de l'arrêté du 14 décembre 2013 (au minimum bimestrielle) est respectée. Tous les résultats d'analyses montrent une concentration < 1000 UFC/L.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : L'exploitant doit veiller à assurer la transmission des résultats via Gidaf sous un délai de 30 jours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.V
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan Annuel
Prescription contrôlée : Les résultats des analyses de suivi de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> , les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés. Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur : <ul style="list-style-type: none">– les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en <i>Legionella pneumophila</i>, consécutifs ou non consécutifs ;– les actions correctives prises ou envisagées ;– l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents. Le bilan de l'année N – 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.
Constats : Le bilan annuel du fonctionnement des installations a été remis à l'inspection au cours de la visite. Il montre l'absence de dépassement du seuil de 1000 UFC/L tout au long de l'année.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Installation sur site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Panneau EPI
Prescription contrôlée : Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.
Constats : Le panneau existe et est visible.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Installation sur site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Réserve de masques
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition : <ul style="list-style-type: none">– aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ;– aux produits chimiques.
Constats : Les EPI pour accéder à la tour sont regroupés au local maintenance. Une réserve de masques est présente.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Installation sur site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.1.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Réserves de produits de traitement
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.
Constats : En regard des quantités de produits injectés périodiquement, il a pu être constaté un stock de produits suffisants, y compris en cas de besoin urgent ou d'irrégularité d'approvisionnement. Ils sont positionnés sur des capacités de rétentions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Installation sur site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7.I.3.b
Thème(s) : Risques chroniques, Point de prélèvement en vue de l'analyse des légionelles
Prescription contrôlée : Le prélèvement est réalisé [...]sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air. Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant.
Constats : Le point de prélèvement existe et est repéré. Il est situé en amont de la tour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Installations de broyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Prescription contrôlée : Suivi du point de contrôle n°13 du rapport d'inspection de 2023 (observation) : Observations :L'inspection invite l'exploitant à poursuivre ses investigations pour augmenter le taux de réutilisation des eaux de lavage et ainsi réduire sa consommation d'eau. Un bilan des actions et économies réalisées sera transmis sous un délai de 12 mois.
Constats : Suite au rapport daté du 21 juillet 2023 faisant suite à l'inspection du 26 juin, l'exploitant n'a transmis aucune réponse écrite à l'inspection visant à apporter des éléments de réponse à l'observation. L'exploitant a confirmé avoir mené des actions pour réduire les consommations d'eau au niveau de l'atelier d'atomisation (réutilisation des eaux de lavage de l'atomiseur pour compenser les pertes du laveur de fumée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : Sous un délai de 6 mois, l'exploitant fournira un bilan décrivant les actions et économies d'eau réalisées.
Type de suites proposées : Sans suite